

Secrétariat général commun départemental
Pôle ressources matérielles

Travaux de remplacement du mode de
chauffage au sein de la
direction départementale de l'emploi, du
travail, des solidarités et de la protection
des populations (DDETSPP)

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

Article 1 : OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 – objet du marché
- 1.2 – décomposition du marché
- 1.3 - intervenants

Article 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Article 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

- 3.1 – représentation des parties
- 3.2 – forme des notifications et informations
- 3.3 – durée et délais
- 3.4 – conditions d'exécution
- 3.5 – repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 3.6 – pénalités de retard et retenues

Article 4 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT – REGIME FINANCIER

- 4.1 – forme et contenu des prix
- 4.2 – variation des prix
- 4.3 – avance
- 4.4 - règlement

Article 5 : RETENUE DE GARANTIE

Article 6 : RECEPTION ET DELAI DE GARANTIE

- 6.1 – réception
- 6.2 – délai de garantie

Article 7 : DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Article 8: ASSURANCES

- 8.1 – assurance de responsabilité civile professionnelle
- 8.2 - assurance de responsabilité civile décennale
- 8.3 – attestations d'assurances
- 8.4 – dispositions diverses

Article 9: RESILIATION DU MARCHE ET MESURES COERCITIVES

- 9.1 – résiliation pour motif d'intérêt général
- 9.2 - résiliation pour faute du titulaire

Article 10 : PIECES A PRODUIRE PAR LE OU LES COCONTRACTANTS

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fait référence au cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux approuvé par arrêté interministériel du 30 mars 2021

Article 1 : OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – objet du marché

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne des travaux de remplacement du mode de chauffage du bâtiment DDETSPP, 30 Rue de l'Hôtel de Ville à Niort.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le projet concerne le bâtiment de la DDETSPP. Le titulaire du marché veille à ce que le chantier se déroule dans le respect des conditions de travail des agents.

1.2 – décomposition du marché

Le présent marché est un marché unique. Il n'est pas décomposé en tranche. Il n'est pas alloti.

1.3 – intervenants

1) le maître d'ouvrage est le Secrétariat Général Commun départemental (SGCd) des Deux-Sèvres - pôle ressources matérielles.

2) la maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études suivant :

- ITES

Hôtel d'entreprises – ZA Beausoleil 86190 Vouillé

bet.ites@orange.fr / Tél : 05 49 42 15 67

SIRET : 500 887 476 00025

Sa mission est la suivante :

- l'établissement du diagnostic
- les études d'avant-projet et de projet, y compris l'établissement des différents documents d'urbanisme le cas échéant
- l'établissement du dossier de consultation (plans techniques, CCTP, bordereau quantitatif)
- l'assistance technique au maître d'ouvrage pendant le déroulement du chantier
- l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception

3) le contrôleur technique

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par la société **QUALICONSULT** (agence de Poitiers) Immeuble Antares – téléport 4 – futuroscope – 86 360 CHASSENEUIL DU POITOU, pour les missions L, S et TH.

4) le coordonnateur SPS

SOCOTEC CONSTRUCTION

Agence de Niort :
493 avenue de Paris
79000 NIORT

L'opération fait l'objet d'une mission de coordination SPS de 3ème catégorie.

Article 2 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- l'offre technique du titulaire
- le planning prévisionnel des travaux
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (DPGF)
- l'attestation de visite sur site renseignée et signée

Article 3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 – représentation des parties

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne le ou les interlocuteurs chargés du suivi de l'exécution des prestations.

Le maître d'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Dès la notification du marché, le titulaire du marché désigne le ou les interlocuteurs habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute modification.

3.2 – forme des notifications et informations

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les ordres de service sont émis par le maître d'œuvre en application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler et notamment des retards de paiement.

3.3 – durée et délais

La durée du marché est de 8 mois à compter de la notification de l'acte d'engagement. L'ordre de service de commencement des travaux sera notifié à l'issue de la période de chauffe.

Le délai d'exécution du marché est de 5 mois à compter de la notification de l'ordre de service et comprend la période de préparation d'un mois.

3.4 – conditions d'exécution

1) accès au site

L'accès au site est sécurisé. Ses modalités d'accès sont précisées lors de la première réunion sur site avec le maître d'ouvrage.

2) constat d'état des lieux

Si nécessaire, un état des lieux est réalisé avant les travaux. Le titulaire le fait réaliser à sa charge par un huissier de justice. Les frais sont inclus dans le montant global de son offre.

3.5 – repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les dispositions de l'article 37 du CCAG travaux sont applicables.

3.6 – pénalités de retard et retenues

Cet article déroge en partie à l'article 19 du CCAG travaux

1) en cas d'absence au rendez-vous de chantier

La pénalité est fixée à 100 € HT.

2) en cas de retard dans la remise de documents avant le début d'exécution, pendant les périodes de préparation et de travaux et après exécution des travaux

La pénalité est fixée à 200 € HT par jour de retard.

3) en cas de retard dans l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès verbal de réception

La pénalité est fixée à 100 € HT par jour de retard.

4) en cas de non application des consignes de sécurité et protection de la santé

La pénalité est fixée à 100 € HT par jour.

Article 4 – CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT – REGIME FINANCIER

4.1 – forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires et révisables. Ils sont détaillés au moyen de décompositions de prix globaux et forfaitaires (DPGF).

Sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit dans un délai de trois (3) jours, le sous-détail des prix unitaires qui lui est demandé.

4.2 – variation des prix

Compte tenu du délai entre la notification de l'acte d'engagement et celle de la notification de l'ordre de service, il est prévu de révision de prix.

Formule : $Pr = P_0 \times (I_n/I_0)$

avec Pr : Prix révisé

P_0 : prix initial à la remise de l'offre

I_n : index du mois d'exécution des travaux

I_0 : index du mois 0

Index BT : BT 40

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

4.3 - avance

L'avance sera appliquée conformément à l'article 101. du CCAG travaux et ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique.

4.4 - règlement

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés selon les dispositions de l'article 12 du CCAG travaux.

Les travaux peuvent être constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde est alors réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Les états de paiement sont à transmettre par le titulaire du contrat et le maître d'œuvre via Chorus-Pro Travaux.

Article 5 – RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie de 5 % pour l'entreprise sauf si l'entreprise est une PME où la garantie sera de 3% au maximum, du montant initial du marché augmenté du montant des modifications en cours d'exécution, qui sera exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, portant sur le montant total du marché y compris les modifications en cours d'exécution.

La garantie ou la caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au premier acompte.

Lorsque la garantie ou la caution est constituée après cette date, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ou la caution n'est remboursée ou libérée qu'un mois au plus tard après la date de la levée effective de ces réserves.

Article 6 – RECEPTION – DELAI DE GARANTIE

6.1 - réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG travaux.

6.2 – délai de garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG travaux sont applicables.

Article 7 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre, les éléments constitutifs du dossier des ouvrages exécutés (DOE) prévus au CCTP.

Ces documents sont remis au maître d'œuvre au plus tard à la date de réception des travaux.

Ils sont présentés sous format numérique. Un exemplaire sur support papier est également remis.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, s'il y a lieu.

En cas de retard dans la remise des documents, les pénalités sont celles prévues à au présent CCAP.

Article 8 - ASSURANCES

8.1 – assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du marché souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

8.2 – assurance de responsabilité civile décennale

Le titulaire du marché souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme aux dispositions prévues par ce même code.

8.3 – attestations d'assurance

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue et la responsabilité garantie (nature des risques couverts, montant et durée de la garantie).

L'attestation au titre de la garantie décennale doit être conforme aux dispositions prévues par le code des assurances. Elle doit être valable à la date d'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets du marché.

En cas de retard dans la transmission de ces attestations d'assurance, il est fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies au présent CCAP.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire s'engage à informer expressément le maître d'ouvrage de toute modification de ses contrats d'assurance.

8.4 – dispositions diverses

1) absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes ou sans avis technique ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage. En toute hypothèse, les surprimes qui en résulteraient éventuellement

pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit sont intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui sont dues au titre du marché.

De même le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

2) incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de polices d'assurance est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses co-traitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses co-traitants renoncent à exercer tout recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses co-traitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant , ainsi que les montants de garantie supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

3) sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

Article 9 – RESILIATION DU MARCHE – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 49 et 50 du CCAG travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent ou dérogent les dispositions suivantes :

9.1 – résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de ce même article, l'indemnité de résiliation est fixé à 5 % du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

9.2 - résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il est fait application de l'article 50.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation
- la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 8 du présent document, peut s'opérer sans mise en demeure préalable.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, à 8 jours, le marché est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-12 de la commande publique et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, le titulaire ou le co-traitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-12 du code de la commande publique et fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante est résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

Article 10 – PIECES A PRODUIRE PAR LE OU LES COCONTRACTANTS

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R2143-6 à R2143-12 du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire les pièces mentionnées aux articles D8222- 5 ou D8222-7 et 8 et D8254-2 à 5 du code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées dans le présent CCAP et au CCAG travaux.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé que la non production de ces pièces emporte rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

Article 11 – CLAUSES DE REEXAMEN

Les dispositions de l'article 54 du CCAG travaux sont applicables.

Article 12 : DIFFERENDS ET LITIGES

Les dispositions de l'article 55 du CCAG travaux sont applicables.

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal administratif compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Poitiers – 15 rue de Blossac 86 000 POITIERS.

Article 13 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les articles suivants du présent CCAP dérogent au CCAG des marchés publics de travaux approuvé par arrêté interministériel du 30 mars 2021 :

- l'article 3.6 déroge à l'article 19 du CCAG
- l'article 7 déroge à l'article 40.1 du CCAG
- l'article 9.2 déroge à l'article 50.3 du CCAG
- l'article 9.2 déroge à l'article 52.1 du CCAG